

L'espoir du monde en une paix générale est lié à l'Organisation des Nations Unies. Le parlement canadien a déjà accordé son adhésion unanime à cette organisation. Nous resterons toujours fidèles à cet engagement et nous nous acquitterons des obligations assumées. D'aucuns craignent l'échec de l'Organisation, mais elle peut réussir et son succès est assuré si l'on fait comprendre aux individus de l'univers que la responsabilité de maintenir la paix incombe à tous et non seulement aux délégués gouvernementaux.

Quel rang le Canada occupe-t-il dans l'Organisation? Quel sera notre rôle? Dans le monde nouveau de la science et des modes modernes de transport, le Canada s'est soudainement découvert le centre géographique et stratégique des continents. Dans le passé, les océans nous protégeaient et nous isolaient pensions-nous, des sphères d'influence provocatrices de la guerre. Borné par trois océans, notre pays semblait favorisé et protégé dans un monde qui n'avait pas appris à se passer des guerres. C'était peut-être vrai autrefois, mais cela ne s'applique plus maintenant. Les trois océans ne nous isolent et ne nous protègent plus. Au contraire, ils constituent une grande route sans obstacles sur laquelle les pervers agents de la destruction peuvent en un rien de temps nous dépister de n'importe quel point du compas. Une mappemonde quelconque nous indiquera notre position, au centre des terres du globe, où nous pourrions devenir la Flandre moderne d'une guerre mondiale.

Désormais, notre situation géographique sera pour nous la plus grande source de danger en même temps que notre plus puissant moyen de développement. Nous ne pouvons à l'heure actuelle que nous engager à fond dans la voie de la paix et de l'ordre. Nous ne sommes pas de simples spectateurs sur la scène internationale. Dorénavant, nous jouerons pareillement le rôle d'acteurs. Ces terres sacrées d'Europe et d'autres continents où reposent les nôtres, nous obligent à ne pas nous dérober à nos devoirs de nation. Une politique étrangère permanente et stable nous est nécessaire si nous voulons apporter aux affaires internationales notre pleine contribution. L'improvisation ne peut suffire à assurer la continuité et est incompatible avec la pleine acceptation de nos responsabilités. La création d'un ministère distinct des Affaires extérieures s'impose indubitablement.

La politique étrangère a trop d'importance pour que le soin de la diriger soit laissé à un premier ministre surchargé de travail et qui ne peut lui consacrer que quelques heures par-ci par-là. J'ai été heureux d'entendre le premier ministre (M. Mackenzie King) reconnaître cet après-midi que sa tâche était devenue trop lourde et nous informer qu'il verrait

[M. Bracken.]

un jour ou l'autre, on ignore quand, à confier à un autre une partie de son travail. Le Canada est maintenant une puissance internationale. Ses devoirs, en vue du maintien de la paix, pourront devenir lourds. Il assume de graves obligations.

L'excès d'optimisme a été le fléau de notre époque et l'apaisement et le manque de préparatifs ont été les causes de la guerre. Les mêmes erreurs aboutiront à l'avenir aux mêmes résultats. Cessons une fois pour toutes de les commettre. Le Canada assume désormais sa part de responsabilité morale dans la préservation de la paix. J'ose prédire solennellement que, à moins que nous ne restions fidèles à ceux de nos fils qui se sont sacrifiés, nous serons aussi coupables que les agresseurs si de nouveau nous devons faire face à l'anarchie.

Nous avons payé très cher une guerre qui aurait pu être évitée. Nous avons failli à notre devoir, non seulement à cause de notre manque de préparation militaire, mais par notre attitude négative en face de nos responsabilités. Tout le monde parlait de droits mais on entendait très peu parler de responsabilités, et les dictateurs voyaient dans cette attitude un manque d'unité de but et de foi. Il y avait, en outre, au milieu de nous des gens qui exaltaient l'adoption de formes nouvelles et étrangères de gouvernement et qui condamnaient en même temps les institutions britanniques sur lesquelles est fondée notre manière de vivre.

Les dictateurs soutenaient que nos institutions démocratiques étaient décadentes. Après la première guerre mondiale, on n'a parlé que de statut, d'autonomie, de décentralisation politique; en même temps, les forces technologiques de l'univers poussaient les nations malgré elles vers l'interdépendance mondiale et la coopération forcée.

Je ne soulève pas ces questions dans le seul but de critiquer mais j'espère que, dorénavant, nos hommes publics seront plus réfléchis. Les Canadiens s'attendent que les hommes publics ne cherchent plus, dans certaines parties du pays, à obtenir des votes en disant que, s'ils sont élus, ils maintiendront le pays en paix et que, si leurs adversaires sont élus, ces derniers plongeront le pays dans la guerre.

La solution ultime à cette difficulté consiste, cela va de soi, dans un gouvernement mondial, mais bien des difficultés restent à résoudre avant que l'humanité puisse atteindre cet objectif utopique. En attendant, le Parlement doit décider quel rôle le Canada jouera en vue d'atteindre cet objectif. Quelle devrait être notre politique? Quelle est notre attitude? Eliminons tous les doutes à ce sujet.

Le monde se divise en zones et en sphères d'influence. On reconnaît qu'il y a maintenant trois grandes puissances. Y a-t-il un honora-